

« Entre l'enclume de l'occupation et le marteau du coronavirus »

Description

Par G.N Nithya, 19 avril 2020

Le Coronavirus et la Condition des Travailleurs Palestiniens

*« Le colonialisme n'est pas une machine à penser,
ni un organisme doué de facultés de raisonnement.
C'est la violence à l'état pur ! »
Frantz Fanon, Les Damnés de la Terre (1961)*

Ce mois-ci, des soldats israéliens ont chargé à un checkpoint à la frontière de la Cisjordanie un ouvrier palestinien, tremblant de fièvre et à peine capable de respirer. D'après Middle East Eye, il « avait montré des signes du coronavirus au cours des quatre derniers jours et avait récemment testé pour le virus. Mais avant que cet homme, résident de Naplouse, ait pu recevoir les résultats du test, son employeur israélien a paré-t-il appelé les autorités, qui l'ont attrapé et jeté de l'autre côté du checkpoint de Beit Sira qui fait le lien entre Israël et la Cisjordanie occupée ». « C'est comme si nous étions des esclaves pour eux », dit un Palestinien de la région, « Ils se servent de nous quand ils ont besoin de nous et, quand ils ont fini, ils nous jettent comme des déchets. » Depuis le début de la crise, les soldats israéliens ont activement empêché les Palestiniens de répondre à l'urgence en fermant quantité de cliniques et en poursuivant leurs habituelles et arbitraires démolitions de maisons.



Checkpoint in Bethlehem. [Photo: Anne Paq]

Faire l'écologie de la réponse militarisée à la pandémie du coronavirus par un Israël « prêt au combat », c'est fermer les yeux sur la façon dont il a armé le pandémonium [l'enfer] du coronavirus contre les Palestiniens. Alors que Gaza a été étranglée par 13 ans de blocus et des invasions militaires répétées qui rendent ses deux millions d'habitants vulnérables aux pandémies, en Cisjordanie, les Palestiniens luttent contre une occupation brutale qui cherche à leur dénier les moyens les plus élémentaires et les plus nécessaires à leur survie et à leurs soins de santé. Au 9 avril 2020, on dit que la Cisjordanie a 350 cas de coronavirus. Cependant, ce chiffre est amené à grossir de façon significative dans la période qui vient à cause du retour d'Israël des nombreux ouvriers palestiniens après Pâques et pour le Ramadan. Alors qu'en Italie et au Royaume Uni, les gens vont sur leur balcon applaudir les travailleurs des « secteurs essentiels », les Palestiniens qui travaillent dans les « industries essentielles » d'Israël se retrouvent écrasés « entre l'enclume de l'occupation et le marteau du coronavirus ».(1)

Les organisations de la société civile palestinienne appellent à une intervention internationale immédiate. Bien que la crise du COVID soit peut-être un moment «*exceptionnel*» de l'histoire mondiale récente, les conditions auxquelles les Palestiniens sont soumis nous rappellent que la Nakba – l'expulsion, la dépossession et la déshumanisation des Palestiniens en 1948 – n'est pas un événement du passé, mais se poursuit. Les travailleurs palestiniens supportent le choc de cette violence. Il est impératif que la gauche internationale reconnaisse le cadre exceptionnel de la pandémie qu'affrontent les Palestiniens et prennent des dispositions politiques pour apporter une aide immédiate à l'urgence médicale et mettre fin à l'occupation israélienne.

L'Occupation et la Pandémie

Beaucoup de Palestiniens sont privés d'accès aux services de santé et sociaux à cause de la confiscation des terres et des checkpoints. Les communautés palestiniennes de la Zone C, qui représente peu près 60 % de la Cisjordanie, sont particulièrement en danger.(2) Dans la région du Naqab (Negev) par exemple, plus de 80.000 Palestiniens n'ont pas accès aux soins de santé d'urgence. Les cas de Coronavirus se répandent rapidement à Jérusalem Est, où les Palestiniens sont soumis par Israël à des critères de «*résidence*» discriminatoires et à de graves insuffisances de services publics.(3) Les hôpitaux palestiniens de Jérusalem Est ne possèdent que 22 respirateurs pour près de 350.000 personnes. L'accès aux services de santé de nombreux Palestiniens pauvres et de la classe ouvrière en Cisjordanie est en déclin parce que les infrastructures de santé publique ont été mises à mal par la retenue par Israël des droits de douanes de l'Autorité Palestinienne (AP), les coupes dans les financements américains sous l'administration Trump, ainsi que les mesures d'austérité imposées à l'AP par la Banque Mondiale et le FMI. En Cisjordanie, 256 respirateurs pour adultes seulement sont disponibles pour une population de trois millions de Palestiniens, alors que 90 % sont déjà utilisés. L'expansion du virus aura des conséquences catastrophiques pour les Palestiniens.

Cependant, les efforts des Palestiniens pour développer les systèmes communautaires de soutien sont systématiquement sabotés par l'occupation israélienne. En mars, des Palestiniens impliqués dans la désinfection des espaces publics et la distribution de colis solidaires dans la Vieille Ville de Jérusalem ont été arrêtés. Début avril, l'armée israélienne a arrêté le ministre des Affaires de Jérusalem de l'Autorité Palestinienne, Fadi Hidmi, alors qu'il cherchait à aider les Palestiniens de Jérusalem face à la pandémie du COVID.(4) Le 15 avril, malgré quarante cas confirmés dans le quartier palestinien de Silwan à Jérusalem Est, l'armée israélienne a fait une descente dans le dispensaire pour tester le coronavirus dans la mosquée locale et a arrêté ses organisateurs. Les résidents palestiniens de Silwan ont maintes fois été la cible d'arrestations et d'expulsions, comme on le voit les Palestiniens dans toute la Zone C. De même, dans le hameau de Khirbet Ibziq dans la Vallée du Jourdain, l'armée israélienne a saboté les tentatives de protection contre le coronavirus en confisquant l'équipement prévu pour la construction d'un dispensaire de campagne et d'un hébergement d'urgence pour ses résidents, dont certains ont subi la démolition de leur maison.5 Même alors que les Nations Unies ont appelé à un cessez-le-feu dans toutes les zones de conflit et qu'on demande aux gens du monde entier de rester chez eux, Israël jette les Palestiniens hors de chez eux.

Les Palestiniens font face au quotidien à une ségrégation institutionnalisée avec le contrôle par Israël de leur eau, alors qu'accéder à l'eau est une nécessité fondamentale en cas de

pandémie. L'appropriation et l'exploitation par Israël de l'eau des aquifères de la cote et de la montagne de Palestine et de la Vallée du Jourdain représentent l'une de ses principales armes de guerre. Après l'occupation de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem Est en 1967, les autorités israéliennes ont émis des ordres militaires pour renforcer leur contrôle sur les réserves d'eau souterraines et les infrastructures correspondantes, contrôle qu'elles ont sauvegardé selon les termes des Accords d'Oslo de 1994. Des dizaines de milliers de Palestiniens sont obligés d'acheter l'eau (aux camions citernes ou en passant par la compagnie des Eaux Mekorot, propriété de l'État d'Israël) à des prix exorbitants. D'après l'Office des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires, plus de 180 communautés rurales de Cisjordanie n'ont pas accès à l'eau courante. Dans les villages « non reconnus » de Cisjordanie, plus de 56.000 personnes sont dans la même situation.

D'après Amnesty International, les dépenses pour l'eau peuvent s'élever à la moitié du revenu mensuel d'une famille dans certaines des communautés les plus pauvres. Ceci aboutit à une discrimination manifestement due au racisme ; le colon israélien moyen vivant en Cisjordanie consomme trois à huit fois plus d'eau que les Palestiniens. Ce système « *apartheid par l'eau* » rend impossible aux Palestiniens, surtout la classe ouvrière et les pauvres, de maintenir les conditions d'hygiène la plus élémentaire pour survivre à cette pandémie. Selon la Quatrième Convention de Genève, Israël en tant que puissance occupante, doit au minimum assurer les conditions élémentaires de santé et d'hygiène, y compris l'accès à l'eau et son assainissement.



Cette période de pandémie du COVID est exploitée par les autorités israéliennes pour encore intensifier ses actions militaires, la surveillance électronique et autre, et pour créer de nouveaux « faits accomplis » dans le processus d'annexion de la terre palestinienne qui a été normalisée par l'administration Trump, les récentes décisions de la Knesset et l'« accord d'unité » négocié entre Benjamin Netanyahu et Benny Gantz. (7) Le mois dernier, de grands blocs de colonies israéliennes tels Gush Etzion au sud de Jérusalem se sont agrandis, coupant encore plus la contiguïté territoriale de la Cisjordanie. (8) L'infrastructure routière d'apartheid réservée aux colons est étendue dans les plus grandes colonies telles que Ma'ale Adumim. (9) Alors que l'Autorité Palestinienne a imposé des confinements en Cisjordanie, l'armée israélienne a intensifié ses raids nocturnes, les arrestations, les démolitions de maisons et l'éviction d'habitants en Cisjordanie et à Jérusalem. (10) En deux semaines de pandémie rien qu'en mars, [d'après Mondoweiss](#), « les forces israéliennes ont blessé 200 Palestiniens, en ont arrêté 100, ont démolé 16 structures ». En attendant, les violations israéliennes en Cisjordanie se sont intensifiées, de [récents nouveaux rapports](#) disant que les attaques de colons ont augmenté de 78 pour cent, les Palestiniens étant brutalement agressés, (11) [kidnappés](#), leurs [oliviers arrachés](#) et [leurs biens recevant les crachats](#) de soldats israéliens et [attaqués par de jeunes colons](#) qui sont sous quarantaine pour coronavirus.

Des Palestiniens qui Traversent la Ligne Verte et l'Apartheid de la Maîtrise du Virus

Les Palestiniens qui travaillent en Israël et dans les colonies sont particulièrement vulnérables devant la pandémie. Après avoir dépouillé les Palestiniens de leur terre, la colonisation israélienne a travaillé à les transformer en travailleurs salariés dépendants, soumis et exploitables, incorporés à l'économie israélienne. Une politique systématique de développement a étouffé le développement industriel palestinien après 1967 et, assortie de l'expropriation des terres cultivables et de l'eau dans les Territoires Occupés, a obligé de nombreux Palestiniens à travailler en tant que journaliers en Israël et dans les colonies mêmes construites sur leurs terres confisquées. Cette politique est toujours en cours aujourd'hui. Etant donné [les taux élevés de chômage](#) qui résultent de l'entrave de leur économie par Israël, on estime le nombre de Palestiniens qui travaillent maintenant en Israël et dans les colonies à plus de 133.000,(12) alors que leurs salaires font vivre une population de plus d'un demi million.(13)

Même avant la pandémie, ces milliers de travailleurs étaient soumis à de multiples moyens de discrimination raciale par les autorités israéliennes. Par exemple, la soumission au système de permis pour les checkpoints qui est un des principaux moyens de chantage pour maîtriser politiquement les Palestiniens et les obliger à collaborer ; les conditions inhumaines de traversée des checkpoints au petit matin par des milliers de travailleurs ; l'humiliation et le harcèlement par les soldats ; et la discrimination dans la loi et l'exploitation dans les faits par les employeurs israéliens. Les travailleurs palestiniens ont des protections minimales non égales, sont payés beaucoup moins que leurs collègues juifs israéliens, sans bénéficier d'une assurance santé, et ils sont cependant obligés de payer les contributions de sécurité sociale et les frais d'adhésion au syndicat des travailleurs israéliens Histadrut, sans y être représentés. Ils sont exploités par les intermédiaires israéliens et palestiniens à des mafias qui les obligent à payer des droits exorbitants (de plus de 800 \$ américains par mois) pour obtenir au marché noir des permis pour simplement traverser la Ligne Verte, mais sans aucune garantie d'obtenir un emploi.

On a applaudi les Israéliens pour leur efficacité « militaire » en réponse au COVID, en resserrant les verrouillages internes. Pourtant, afin de garder en activité des secteurs clés de l'économie israélienne pendant la pandémie, qui arrivait à perdre 1.8 milliards \$ avec l'arrêt de la seule construction,(14) le gouvernement israélien a autorisé la poursuite de l'entrée de travailleurs palestiniens en Israël. Ce faisant, les autorités israéliennes ont utilisé la pandémie pour intensifier la surveillance et la pression sur ces travailleurs. On « conseille » maintenant aux Palestiniens qui demandent des permis pour séjourner en Israël de charger sur leur smartphone une application appelée « Al Munasiq » (« Le Coordinateur ») qui permet à l'armée israélienne de suivre [la trace la localisation de l'utilisateur](#) et d'accéder à ses dossiers personnels ainsi qu'à la caméra de son téléphone.

Les frontières de l'apartheid israélien provoquent non seulement une ségrégation entre Palestiniens et Juifs Israéliens, mais aussi entre les Palestiniens eux-mêmes. Israël a privilégié les jeunes travailleurs palestiniens vaillants, excluant les plus vieux. Le 11 mars, les autorités israéliennes ont annoncé de nouvelles règles interdisant aux travailleurs palestiniens de plus de 50 ans de passer à dater du 12 mars ; le 17 mars, [elles ont annoncé](#) qu'à dater du 18 mars, ces travailleurs palestiniens de moins de 50 ans seraient obligés de rester en Israël pour une période de un à deux mois s'ils souhaitent conserver leur emploi. On estime qu'entre quarante et cinquante mille travailleurs palestiniens sont entrés en Israël dans cette ruée vers l'emploi.

Cependant, le 25 mars, le Premier ministre palestinien a [lancé un appel](#) pour que les travailleurs palestiniens reviennent en Cisjordanie à la suite de réclamations indignes à propos de leur traitement raciste et inhumain. Ces travailleurs sont obligés de vivre dans des conditions sordides sur leur lieu de travail en Israël, dont on dit qu'elles *ne conviennent pas à des êtres humains* tandis qu'Israël [n'a pas testé](#) les travailleurs pour le coronavirus. Plutôt que de prendre soin d'eux, les travailleurs qui développent des symptômes ou qu'on a soupçonné d'être malades ont été rejetés en Cisjordanie aux checkpoints le long de la Ligne Verte, *comme des déchets*, souvent sans coordination avec les autorités palestiniennes.



On craint un potentiel incontrôlable [d'expansion du coronavirus](#) en Cisjordanie après leur retour de plus de 40.000 travailleurs après le début de Pâques et du Ramadan. En plus, le gouvernement israélien a annoncé que les travailleurs qui retourneraient en Cisjordanie pour cette période de vacances se verraient interdire de revenir en Israël pour y travailler.¹⁵ Ces travailleurs sont grandement dépendants de leur salaire en Israël qui est leur seule source de revenus et alors qu'ils sont nombreux à encore avoir des dettes pour les permis qu'ils ont achetés pour traverser les checkpoints.⁽¹⁶⁾ En attendant, ils risquent d'être directement exposés au virus en Israël et sont simultanément dans l'incapacité d'accéder aux soins de santé ou aux tests. À leur retour en Cisjordanie, ces travailleurs sont à nouveau dans l'incapacité d'être testés et doivent affronter le contre-coup de la récente augmentation des cas.⁽¹⁷⁾

Solidarité Internationale des Travaillistes avec les Palestiniens

Ce moment de crise offre une opportunité historique pour galvaniser les mouvements de solidarité avec les Palestiniens et les autres populations et travailleurs autochtones à travers le monde. Le 7 avril, une coalition d'organisations palestiniennes de défense des droits de l'Homme et de la société civile a émis un nouvel appel à la solidarité internationale demandant qu'Israël permette l'accès aux infrastructures civiles essentielles de santé, et libère les prisonniers politiques palestiniens qui sont détenus illégalement et risquent d'être exposés au virus dans les prisons israéliennes. Elle a aussi demandé que le siège de Gaza soit rompu par une nouvelle Flottille de la Liberté et l'intensification de la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions.⁽¹⁸⁾ La coalition entre les organisations de la société civile [ont émis](#) une Déclaration Conjointe de la Société Civile Palestinienne sur le COVID. Des méthodes habituelles de rapports ont été [mises en place par Al-Haq](#), la très ancienne association de défense juridique, pour surveiller la violence à laquelle sont soumis les Palestiniens dans la pandémie actuelle, ainsi que les conditions matérielles d'accès à l'eau, à la santé et aux équipements médicaux. Très récemment, le 14 avril, une coalition d'organisations de défense des droits de l'Homme a émis un appel urgent aux Procédures Spéciales des Nations Unies. Elle [appelle l'ONU à dénoncer](#) les pratiques israéliennes systématiques de discrimination raciale et d'exploitation du travail des Palestiniens, qui sont obligés de risquer leur santé et leur vie pendant cette crise. Au-delà du COVID, des [initiatives](#) pour traduire Israël en justice pour crimes de guerre devant la Cour Pénale Internationale ont une influence directe sur les réalités actuelles.

Une des questions qui se pose à la gauche dans le monde, c'est comment mobiliser en urgence le soutien aux campagnes et aux coalitions organisées en ou depuis la Palestine. La Journée de la Nakba du 15 mai 2020 commémorera le 72^e anniversaire des injustices inadmissibles contre lesquelles le peuple palestinien continue de lutter. Il est impératif pour les forces de gauche de faire le lien entre les conditions spécifiques du colonialisme et de l'apartheid auxquelles font face les Palestiniens et les attaques néolibérales contre les classes laborieuses dans le monde entier. On ne peut interpréter la lutte des travailleurs palestiniens que comme une lutte nationale pour l'autodétermination. Le COVID-19 arrive à un moment de crise capitaliste intensive, dans laquelle la classe laborieuse se trouve sous les attaques systématiques de décennies de néolibéralisme, de marchandisation de la plupart des zones de la vie sociale, de dépossession de l'assise territoriale et d'endettement. Les travailleurs palestiniens sont totalement incorporés dans ces processus du capital de la finance mondiale, dans le contexte particulier du régime continu de colonialisme de peuplement israélien. Ainsi, il faut comprendre la lutte des travailleurs en Palestine contre le COVID-19 comme également une lutte contre le capitalisme. Un appel à une action mondiale unifiée par les travaillistes a été lancé par le Réseau de Solidarité et de Lutte du Travail International, entre autres, exigeant la solidarité dans cette pandémie avec les Palestiniens et tous les peuples colonisés.(19) Nous devons agir en urgence et en solidarité, comprenez, avec les mots du révolutionnaire mozambicain Samora Machel, non pas comme « un acte de charité, mais comme un acte d'unité entre des alliés qui se battent sur différents terrains en direction des mêmes objectifs ».(20)

Notes de fin :

- (1) Mahmoud Zawareh, militant palestinien, dans « [Coronavirus : les colons israéliens exploitent le confinement pour annexer la terre des Palestiniens](#) ».
- (2) Déclaration conjointe, « [L'apartheid israélien sape le droit des Palestiniens à la santé pendant la pandémie du COVID-19](#) », 7 avril 2020 ; Organisation Mondiale de la Santé, « [Surmonter les obstacles à l'accès aux soins de santé en Cisjordanie avec les cliniques mobiles](#) ».
- (3) Nir Hasson, « [Après des semaines d'alerte, le Coronavirus se répand parmi les Palestiniens de Jérusalem Est](#) », 14 avril 2020 ; J. Ahmad, « [Passer entre les mailles du filet à Jérusalem](#) », 30 mars 2020.
- (4) Daoud Kuttab, « [Un ministre palestinien déclare que la police israélienne l'a physiquement maltraité](#) », 4 avril 2020 ; Dr. Ashrawi, « [Israël sape délibérément les efforts des Palestiniens pour combattre la pandémie du COVID-19](#) », 3 avril 2020.
- (5) Batslem, « [Pendant la crise du Coronavirus, Israël confisque des tentes destinées à une clinique au nord de la Cisjordanie](#) », 26 mars 2020 ; The New Arab, « [Le Coronavirus sous occupation : les forces israéliennes démolissent un dispensaire d'urgence pour les Palestiniens](#) », 27 mars 2020.
- (6) Adri Nieuwhof, « [Les colons israéliens utilisent six fois plus d'eau que les Palestiniens](#) », 8 avril 2013 ; AlHaq, « [Pour la Journée Mondiale de l'Eau, Al-Haq rappelle l'apartheid israélien de l'eau pendant une pandémie mondiale](#) », 23 mars 2020.

- (7) Chaim Levinson, Jonathan Lis, « [Netanyahou et Gantz se mettent d'accord sur la proposition d'annexion de la Cisjordanie alors que l'Unité approche](#) », 6 avril 2020 ; Yaser Alashqar, « [Du COVID-19 au Deal du Siècle : La Palestine et le droit international](#) », 8 avril 2020.
- (8) « [Israël exploite le coronavirus pour son expansion coloniale](#) », 12 mars 2020 ; Akram Al-Waara, « [Coronavirus : les colons israéliens exploitent le confinement pour annexer la terre des Palestiniens](#) », 27 mars 2020.
- (9) Editorial d'Haaretz, « [Dernière autoroute israélienne vers l'apartheid](#) », 11 mars 2020 ; Rappel : « [Le plan E1 et ses implications dans les droits de l'Homme en Cisjordanie](#) », 27 novembre 2013.
- (10) Ali Abunimah, « [Israël attaque les Palestiniens alors qu'ils combattent le COVID-19](#) », 31 mars 2020 ; « [Israël démolit des maisons palestiniennes en pleine crise du coronavirus](#) », 28 mars 2020 ; « [Depuis l'explosion de la pandémie du coronavirus : Israël a kidnappé 292 Palestiniens](#) », 3 avril 2020.
- (11) Tamara Nassar, « [Les attaques de colons augmentent de 78 % pendant la pandémie](#) », 11 avril 2020 ; « [Des colons juifs attaquent les maisons de familles palestiniennes à Hébron](#) », 6 avril 2020.
- (12). Les estimations comprennent la Cisjordanie et Gaza, « [Résultats de l'enquête 2019 sur les forces de travail](#) », Bureau Central Palestinien des Statistiques.
- (13) Dans une récente interview avec Al-Jazeera, le directeur de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à Jérusalem estimait ce nombre à 200.000 travailleurs palestiniens, impliquant que leurs salaires font vivre une population de plus d'un million de personnes (en supposant que chaque travailleur a au moins cinq personnes qui dépendent de lui) (« [Les travailleurs palestiniens craignent la perte de leurs revenus ainsi que le coronavirus](#) »).
- (14) Le 6 mars 2020, le journal financier israélien, Calcalist, estimait les pertes significatives à 2.8 milliards \$ par mois pour le secteur de la construction si les travailleurs palestiniens n'étaient pas autorisés à entrer, voir Ahmad Melhem, « [Israël resserre son étreinte sur les travailleurs palestiniens pour limiter le COVID19](#) », 20 mars 2020 ; Adam Rasgon, « [L'AP exhorte les travailleurs palestiniens à revenir en Cisjordanie alors que les cas de virus augmentent en Israël](#) », 25 mars 2020.
- (15) Jack Khoury et Hagar Shezaf, « [Les Palestiniens craignent une vague de coronavirus alors que les travailleurs reviennent d'Israël pour Pâques](#) », 4 avril 2020 ; Rania Zabaneh, « [Les Palestiniens s'arc-boutent devant l'explosion du coronavirus au retour des travailleurs](#) », 6 avril 2020.
- (16) Zeina Amro, « [Un coup d'oeil sur la crise du COVID-19 dans le contexte de la Palestine](#) », 2 avril 2020 ; Alex Lederman, « [Les travailleurs palestiniens craignent la perte de leur revenu ainsi que le coronavirus](#) », 28 mars 2020.

(17) Les Palestiniens s'arc-boutent devant l'afflux des travailleurs alors que les cas de COVID-19 continuent d'augmenter ; voir la vidéo.

(18) Al-Haq, « [Face à l'explosion potentielle du COVID-19 dans la Bande de Gaza, Israël est obligé de prendre des mesures pour sauver des vies](#) », 7 avril 2020 ; communiqué de presse du Conseil des Organisations Palestiniennes des Droits de l'Homme, « [Le PHROC appelle la communauté internationale et le CICR à une intervention urgente](#) », 23 mars 2020 ; Samidoun, « [Appel virtuel à une action pour la Palestine : Le COVID-19, Gaza et la lutte pour la justice](#) », 16 mars 2020 ; voir aussi, internationalement : Michael Arria, « [Waren et Van Hollen poussent les sénateurs à exiger que l'administration Trump envoie de l'aide en Palestine pendant la crise du COVID-19](#) », 27 mars 2020 ; IfNotNow, « [Demande à Israël de protéger les Palestiniens de Gaza](#) »

(19) Solidaires (CM), « [Coronavirus : le colonialisme aggrave aussi la situation](#) », 1er avril 2020 ; Solidaires (CM), « [La Palestine au temps du COVID-19](#) », 9 avril 2020.

(20) Salim Vally, « [D'Afrique du Sud en Palestine, des leçons pour le mouvement du nouvel anti-apartheid](#) », Virage à gauche, Notes de l'Intifada mondiale, avril 2008.

G.N. Nithya est candidate au Doctorat à l'université de York.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Social Project](#)

date créée
2020/04/22